

CÉVENNES Réfugiés syriens : 3 familles arrivent à Cendras et St-Julien-les-Rosiers



Michel Bouquet, ancien éducateur devenu directeur de La Clède. EL/OG

Le dernier vendredi de chaque mois, Radio Grille Ouverte anime une émission dédiée à l'actualité, avec un invité fil rouge interrogé par les médias locaux que sont RGO, Midi Libre, Radio Interval, Radio Totem et Objectif Gard. Cette semaine, c'est Michel Bouquet, directeur de l'association La Clède, qui répondait aux questions des journalistes. L'occasion de faire le point sur l'accueil des réfugiés en France et en Cévennes.

Les journalistes : Pouvez-vous rappeler les actions de votre association, qui emploie 80 salariés sur Alès ?

Michel Bouquet : La Clède a été créée en 1978 par des visiteurs de prison. Leur objectif était de développer la lutte contre l'exclusion. Ils ont d'abord fondé un centre d'hébergement pour ceux qui sortaient de centre pénitentiaire. Par la suite, face à la demande, on a déployé l'accueil des femmes, des couples, des familles, des étrangers, ainsi que des outils d'insertion.

Vous exercez à la Clède depuis 1990. Votre manière de travailler a-t-elle évolué au fil des ans ?

Oui, vous touchez un sujet brûlant! A l'époque, on était sur une population qui ne touchait pas le grand public. Aujourd'hui, on reçoit tout type de personne et de condition. On est passé d'une approche éducative et très structurante, à un accompagnement dans le parcours de vie. Il a fallu s'adapter. La place de l'utilisateur a également changé. On essaie d'être dans une dynamique où il est acteur de son suivi.

Un sujet brûlant... Pourquoi ?

On nous demande de plus en plus d'entrer dans des procédures, dans des cases. Pour certains, lorsque le dispositif est terminé, il n'y a plus d'accompagnement possible. Les gens ne comprennent pas toujours qu'on leur fasse faire des ronds dans l'eau.

L'accueil de réfugiés fait partie de vos prérogatives. A Alès, plusieurs communes ont exprimé le souhait d'en recevoir, où en est-on ?

On a eu une réunion la semaine dernière, ça se formalise enfin. Une famille est à Mandagout depuis trois semaines déjà, et trois vont prendre place près d'Alès : deux à Cendras et une à St-Julien-les-Rosiers, dans un délai de 6 à 8 semaines.

Comment seront-ils pris en charge ?

Les mairies se sont engagées à créer un collectif d'accompagnement. De notre côté, on va aider les arrivants avec des bénévoles. Au total, une trentaine s'est portée volontaire auprès de chaque famille pour le transport, l'alimentation, la traduction... Les citoyens cévenols ont initié un vrai mouvement, j'en suis très heureux.

Qui sont-ils ?

Ces personnes ont connu des traumatismes dans leur pays. Certains ont même été torturés. Ils sont dans une véritable attente vis-à-vis de la France. Ceux qui arrivent ont le statut de réfugié et bénéficieront d'un titre de séjour. Ils sont au service de l'emploi, et non de l'assistance. Ils ont été choisis nominativement pour leur vulnérabilité. Je rappelle que très peu de Syriens ont pour le moment été accueillis en France dans ce contexte précis. Les démarches sont extrêmement longues.